

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29339]

**3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la procédure de désignation des membres du Conseil d'administration des universités organisées
par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée en dernier lieu par le décret du 21 novembre 2013 relatif aux élections rectorales à l'Université de Liège et à l'Université de Mons, l'article 15, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1971 fixant la procédure de désignation des membres du Conseil d'administration des universités et du centre universitaire de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 1995;

Vu la négociation syndicale au sein du Comité de négociation du secteur IX qui s'est tenue le 5 février 2014;

Vu l'avis n° 55.411/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Des électeurs

Article 1^{er}. Pour les élections des représentants du corps enseignant, du corps scientifique et du personnel administratif, technique et ouvrier au Conseil d'administration, les listes électorales sont établies de la même manière que les listes relatives à l'élection du recteur visées à l'article 11, §§ 2, 3 et 4, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat.

CHAPITRE II. — Des listes électorales

Art. 2. En vue de l'élection des membres du Conseil d'administration, le secrétaire du Conseil d'administration établit les listes électorales.

Art. 3. Ces listes électorales sont publiées à la diligence du Secrétaire du Conseil d'administration.

Des recours éventuels peuvent être introduits devant la commission électorale instituée par l'article 18 par toute personne appartenant à l'un des groupes électoraux.

Les recours doivent être déposés au siège de la commission électorale suivant le délai fixé dans le règlement électoral.

CHAPITRE III. — Des candidats

Art. 4. Sont éligibles en qualité de représentants du corps enseignant, les membres électeurs de ce corps qui, à la date fixée pour le dépôt des candidatures, remplissent les conditions fixées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 28 avril 1953 précitée.

Art. 5. Sont éligibles en qualité de représentants du corps scientifique, les membres électeurs de ce corps qui, à la date fixée pour le dépôt des candidatures, remplissent les conditions fixées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 28 avril 1953 précitée.

Art. 6. Sont éligibles en qualité de représentants du personnel administratif, technique et ouvrier, les membres électeurs de ce personnel qui, à la date fixée pour le dépôt des candidatures, remplissent les conditions fixées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 28 avril 1953 précitée.

Art. 7. En cas de cumul de fonctions dans des catégories de personnel différentes, l'appartenance des candidats est déterminée par l'ordre décroissant suivant :

- corps enseignant;
- corps scientifique;
- personnel administratif, technique et ouvrier;
- étudiants.

Art. 8. Les candidatures doivent être déposées au siège de la commission électorale. Chaque candidature mentionne les nom et prénom du candidat effectif, du premier et du second suppléant et, le cas échéant, la faculté dont ils relèvent.

Les candidatures des représentants du corps scientifique ainsi que celles du personnel administratif, technique et ouvrier, doivent être appuyées par au moins dix électeurs qui ne sont pas candidats et qui appartiennent au groupe correspondant.

Les candidatures des représentants du corps enseignant doivent être appuyées par au moins trois électeurs qui ne sont pas candidats et qui appartiennent au groupe correspondant.

Les candidatures sont datées et signées et accompagnées des déclarations d'appui également signées.

Les candidatures et les déclarations doivent permettre l'identification aisée de leurs auteurs ainsi que leur appartenance à l'un des groupes électoraux.

Il est délivré reçu au dépôt des candidatures.

Art. 9. Les candidatures sont publiées à la diligence du Secrétaire de la Commission électorale.

Tout électeur peut introduire une réclamation, suivant le délai fixé dans le règlement électoral auprès de la commission électorale, qui statue dans le délai prévu au calendrier électoral.

CHAPITRE IV. — Des opérations électorales

Art. 10. L'élection des représentants des différents groupes de personnel a lieu entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre de l'année pendant laquelle le mandat de ces membres prend cours.

Art. 11. Les élections ont lieu au vote secret, chaque électeur vote pour un seul candidat. Le vote ne peut être exprimé ni par procuration ni par correspondance. En même temps, dans les mêmes conditions et pour la même durée que les différents groupes de personnel, il est procédé à l'élection d'un premier et d'un second suppléant par candidat.

Art. 12. Pour l'élection des représentants du corps enseignant, sont élus les candidats qui ont obtenu le plus de voix, dans le respect de l'article 8, alinéa 3, de la loi du 28 avril 1953 précitée.

Si tous les mandats ne peuvent être conférés de cette façon, les mandats restants sont attribués aux candidats qui n'ont pas encore été désignés et qui ont obtenu le plus de voix.

Art. 13. Pour l'élection des représentants du corps scientifique, sont élus les candidats qui ont obtenu le plus de voix. Le règlement électoral établit une procédure d'attribution des mandats permettant une représentation la plus équilibrée possible entre les facultés.

Art. 14. Pour l'élection des représentants du personnel administratif, technique et ouvrier, sont élus les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Art. 15. Lorsque deux ou plusieurs candidats d'un même corps recueillent le même nombre de voix, le plus jeune d'entre eux prime.

Lorsque le nombre de candidats d'un même corps ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par la commission électorale sans autre formalité.

CHAPITRE V. — *De la publication des résultats*

Art. 16. La commission électorale fait publier les résultats de l'élection ainsi que :

- le nombre d'électeurs ayant pris part au scrutin;
- le nombre des bulletins valables;
- le nombre des bulletins blancs ou nuls;
- le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat.

Art. 17. Lorsque l'élection est annulée, les opérations de vote sont recommencées.

CHAPITRE VI. — *De la commission électorale*

Art. 18. La commission électorale est composée du Recteur ou d'une autre autorité académique, président, du Secrétaire du Conseil d'administration et de trois membres, chacun appartenant à l'un des groupes du personnel représenté au Conseil d'administration; chaque membre a un suppléant.

Le Commissaire du Gouvernement est invité à assister aux réunions, avec voix consultative.

Les représentants des trois groupes de personnel représentés au Conseil d'administration sont désignés par le Conseil d'administration.

Ils ne peuvent être ni membre du Conseil, ni candidat.

Art. 19. Le secrétariat de la commission électorale est assuré par le Secrétaire du Conseil d'administration.

Art. 20. La commission électorale prend toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation des élections, de manière à garantir la liberté des électeurs et le secret des votes.

Elle établit notamment son règlement d'ordre intérieur et détermine la procédure d'élection ainsi que les modalités de vote et de dépouillement.

Elle arrête et fait publier le calendrier des opérations électorales, qui précise notamment :

1° la date de publication des listes électorales, les délais de recours contre celles-ci et la date de publication des listes définitives;

2° la période de dépôt et la date de publication des candidatures, les délais de recours contre celles-ci et la date de publication de la liste définitive;

3° le délai dans lequel la commission électorale statue sur les éventuels recours;

4° les date et heures des élections et du dépouillement, la date de publication des résultats des élections. Il ne peut être dérogé au calendrier que pour de justes motifs et moyennant une publicité suffisante.

Elle fixe s'il y a lieu la composition des bureaux de vote et de dépouillement.

Elle statue sur les recours déposés à l'encontre des listes électorales, des candidatures et des opérations électorales.

Elle vérifie la régularité des opérations de vote et de dépouillement.

Elle procède à l'annulation de l'élection s'il échet.

Elle procède au classement des candidats et fait publier les résultats.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses*

Art. 21. Sauf dans le cas d'élections visant à pourvoir un mandat devenu vacant avant son terme, les membres du Conseil d'administration élus en application du présent arrêté entrent en fonction le premier octobre qui suit la date de leur élection.

Art. 22. Les représentants des milieux sociaux, des milieux économiques et des pouvoirs publics sont nommés par le Gouvernement, avant la date d'entrée en fonction des autres membres du Conseil d'administration, respectivement

- a) sur présentation d'une liste double par les organisations syndicales les plus représentatives;
- b) après consultation des organisations les plus représentatives de la vie économique;
- c) parmi les personnes présentées par chaque groupe de conseillers élus sur la même liste aux élections provinciales dans la province, siège de l'institution.

Art. 23. S'il n'a pu être procédé faute de candidats ou à défaut de présentation de candidats, à l'élection ou à la nomination de certains membres, le Conseil d'administration est considéré comme valablement constitué.

Lorsque, pour une raison quelconque, un représentant n'achève pas son mandat, il est de droit remplacé par son premier suppléant.

Lorsque, pour une raison quelconque, le premier suppléant n'est pas en mesure d'entamer ou d'achever son mandat, il est de droit remplacé par le second suppléant.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 24. L'arrêté royal du 14 septembre 1971 fixant la procédure de désignation des membres du Conseil d'administration des universités et du centre universitaire de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'Arrêté du Gouvernement du 9 janvier 1995 est abrogé.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 26. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29339]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de leden van de Raad van bestuur van de universiteiten georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 november 2013 betreffende de rectorverkiezingen aan de « Université de Liège » en aan de « Université de Mons », inzonderheid op artikel 15, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1971 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de leden van de raad van beheer van de rijksuniversiteiten en van het rijksuniversitair centrum, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 1995;

Gelet op de vakbondsonderhandeling binnen het Onderhandelingscomité van sector IX van 5 februari 2014;

Gelet op het advies nr. 55.411/2 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Kiezers*

Artikel 1. Voor de verkiezingen van de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel, het wetenschappelijk personeel en het administratief, technisch en werkliedenpersoneel in de Raad van bestuur, worden de kiezerslijsten opgesteld op dezelfde wijze als de lijsten betreffende de rectorverkiezing bedoeld in artikel 11, §§ 2, 3 en 4, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

HOOFDSTUK II. — *Kiezerslijsten*

Art. 2. Met het oog op de verkiezing van de leden van de Raad van bestuur stelt de secretaris van de Raad van bestuur de kiezerslijsten op.

Art. 3. Deze kiezerslijsten worden bekendgemaakt ter benaarding van de Secretaris van de Raad van bestuur.

De mogelijke beroepen ingediend worden bij de verkiezingscommissie ingesteld bij artikel 18 door elke persoon die tot één van de kiesgroepen behoort.

De beroepen moeten neergelegd worden ten zetel van de verkiezingscommissie volgens de termijn bepaald in het verkiezingsreglement.

HOOFDSTUK III. — *Kandidaten*

Art. 4. Als vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel zijn verkiesbaar de kiesgerechtigde leden van dit personeel die, op de datum bepaald voor de indiening van de kandidaturen, de voorwaarden bepaald in artikel 8, eerste lid, 3°, van de bovenvermelde wet van 28 april 1953, vervullen.

Art. 5. Als vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel zijn verkiesbaar de kiesgerechtigde leden van dit personeel die, op de datum bepaald voor de indiening van de kandidaturen, de voorwaarden bepaald in artikel 8, eerste lid, 4°, van de bovenvermelde wet van 28 april 1953, vervullen.

Art. 6. Als vertegenwoordigers van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel zijn verkiesbaar de kiesgerechtigde leden van dit personeel die, op de datum bepaald voor de indiening van de kandidaturen, de voorwaarden bepaald in artikel 8, eerste lid, 5°, van de bovenvermelde wet van 28 april 1953, vervullen.

Art. 7. In geval van cumulatie van ambten in verschillende personeelscategorieën is de categorie van kandidaten bepaald door de volgende afdalende orde :

- onderwijzend personeel;
- wetenschappelijk personeel;
- administratief, technisch en werkliedenpersoneel;
- studenten.

Art. 8. De kandidaturen moeten neergelegd worden ten zetel van de verkiezingscommissie. Elke kandidatuur vermeldt de naam en voornaam van de werkende kandidaat, de eerste en tweede plaatsvervanger en, in voorkomend geval, de faculteit waartoe ze behoren.

De kandidaturen van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel, alsook deze van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel, moeten de steun hebben van ten minste tien kiezers die geen kandidaat zijn en die tot de overeenstemmende groep behoren.

De kandidaturen van de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel moeten de steun hebben van ten minste drie kiezers die geen kandidaat zijn en die tot de overeenstemmende groep behoren.

De kandidaturen worden gedagtekend, ondertekend en vergezeld van de eveneens ondertekende verklaringen tot ondersteuning van de kandidaturen.

De kandidaturen en verklaringen moeten de gemakkelijke identificatie toelaten van hun auteurs alsmede van hun behoren bij één van de verkiezingsgroepen.

Er wordt ontvangstbewijs afgeleverd van de neergelegde kandidaturen.

Art. 9. De kandidaturen worden bekendgemaakt ter benaarstiging van de Secretaris van de Verkiezingscommissie.

Elke kiezer kan een klacht indienen volgens de termijn bepaald in het verkiezingsreglement bij de verkiezingscommissie die uitspraak doet binnen de termijn vastgesteld in de verkiezingskalender.

HOOFDSTUK IV. — *Kiesverrichtingen*

Art. 10. De verkiezing van de vertegenwoordigers van de verschillende personeelsgroepen heeft plaats tussen 1 januari en 30 september van het jaar tijdens hetwelk het mandaat van deze leden aanvangt.

Art. 11. De verkiezingen hebben plaats bij geheime stemming; elke kiezer stemt voor één enkele kandidaat. De stem mag niet uitgebracht worden per procuratie of per briefwisseling. Tegelijkertijd, onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde duur als de verschillende personeelsgroepen, wordt overgegaan tot de verkiezing van een eerste en een tweede plaatsvervanger per kandidaat.

Art. 12. Voor de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel worden verkozen de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald, met inachtneming van artikel 8, derde lid, van de bovenvermelde wet van 28 april 1953.

Als alle mandaten niet op die manier toegekend kunnen worden, dan worden de overblijvende mandaten toegekend aan de kandidaten die nog niet aangesteld worden en die de meeste stemmen hebben behaald.

Art. 13. Voor de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel worden verkozen de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Het verkiezingsreglement bepaalt een procedure tot toekenning van de mandaten zodat de vertegenwoordiging tussen de faculteiten zo evenwichtig mogelijk kan zijn.

Art. 14. Voor de verkiezing van de vertegenwoordigers van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel worden verkozen de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Art. 15. Wanneer twee of meer kandidaten van hetzelfde personeel hetzelfde aantal stemmen behalen, krijgt de jongste kandidaat de voorkeur.

Wanneer het aantal kandidaten van hetzelfde personeel dat van de toe te kennen mandaten niet overschrijdt, worden deze kandidaten verkozen verklaard door de verkiezingscommissie zonder verdere formaliteit.

HOOFDSTUK V. — *Bekendmaking van de uitslagen*

Art. 16. De verkiezingscommissie laat de uitslagen van de verkiezing bekendmaken alsook :

- het aantal kiezers die aan de verkiezing hebben deelgenomen;
- het aantal geldige stembiljetten;
- het aantal blanco of nietige stembiljetten;
- het aantal stemmen behaald door elke kandidaat.

Art. 17. Wanneer de verkiezing nietig wordt verklaard, worden de verrichtingen hervat.

HOOFDSTUK VI. — *Verkiezingscommissie*

Art. 18. De verkiezingscommissie is samengesteld uit de rector of een andere academische overheid, de voorzitter, de secretaris van de Raad van bestuur en drie leden, elk behorend tot één van de personeelsgroepen die vertegenwoordigd zijn in de Raad van bestuur; elk lid heeft een plaatsvervanger.

De Regeringscommissaris wordt verzocht de vergaderingen bij te wonen met raadgevende stem.

De vertegenwoordigers van de drie personeelsgroepen die vertegenwoordigd zijn in de Raad van bestuur, worden door de Raad van bestuur aangesteld.

Ze mogen geen lid zijn van de Raad, noch kandidaat.

Art. 19. Het secretariaat van de verkiezingscommissie wordt waargenomen door de secretaris van de Raad van bestuur.

Art. 20. De verkiezingscommissie neemt alle nodige maatregelen voor het goede verloop van de verkiezingen om de vrijheid van de kiezers en de geheimhouding van de stemmen te waarborgen.

Ze stelt inzonderheid haar huishoudelijk reglement op en bepaalt de verkiezingsprocedure alsook de nadere regels voor de werking van de kies- en opnemingsbureaus.

Ze bepaalt en laat de kalender van de kiesverrichtingen bekendmaken die inzonderheid het volgende nader bepaalt :

1° de datum van bekendmaking van de kiezerslijsten, de termijnen om een beroep in te dienen tegen deze lijsten en de datum van bekendmaking van de definitieve lijsten;

2° de periode voor de neerlegging en de datum van bekendmaking van de kandidaturen, de termijnen voor het beroep tegen deze kandidaturen en de datum van bekendmaking van de definitieve lijst;

3° de termijn waarin de verkiezingscommissie beslist over de mogelijke beroepen;

4° de datum en uren van de verkiezing en stemopneming, de datum van bekendmaking van de verkiezingsuitslagen. Er mag slechts afgeweken worden van de kalender om geldige redenen en mits een voldoende bekendmaking.

Ze bepaalt indien nodig de samenstelling van de kies- en opnemingsbureaus.

Ze doet uitspraak over de beroepen ingediend tegen de kiezerslijsten, de kandidaturen en de kiesverrichtingen.

Ze controleert de regelmatigheid van de kiesverrichtingen en de stemopneming.

Ze vernietigt, in voorkomend geval, de verkiezing.

Ze rangschikt de kandidaten en laat de uitslagen bekendmaken.

HOODSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Art. 21. Behalve in geval van de verkiezingen die erop gericht zijn een mandaat toe te kennen dat te vroeg vacant is geworden, treden de leden van de Raad van bestuur die verkozen worden met toepassing van dit besluit, op de eerste oktober volgend op de datum van hun verkiezing in dienst.

Art. 22. De vertegenwoordigers van de sociale milieus, de economische milieus en de overheden worden door de Regering benoemd, vóór de indiensttreding van de andere leden van de Raad van bestuur, respectievelijk :

a) uit een dubbele lijst, voorgedragen door de meest representatieve vakverenigingen;

b) na raadpleging van de meest representatieve vakverenigingen van het economisch leven;

c) uit de personen voorgedragen door elke groep van raadsleden gekozen op dezelfde lijst bij de provinciale verkiezingen in de provincie, zetel van de instelling.

Art. 23. Indien, wegens het ontbreken of niet voordragen van kandidaten, de verkiezing of de benoeming van sommige leden niet heeft kunnen plaatshebben, dan wordt de Raad van bestuur geacht geldig te zijn samengesteld.

Indien, om ongeacht welke reden, een vertegenwoordiger zijn mandaat niet voleindigt, wordt hij terecht vervangen door zijn eerste plaatsvervanger.

Indien, om ongeacht welke reden, de eerste plaatsvervanger zijn mandaat niet kan beginnen of voleindigen, wordt hij terecht vervangen door de tweede plaatsvervanger.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 24. Het koninklijk besluit van 14 september 1971 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de leden van de raad van beheer van de rijksuniversiteiten en van het rijksuniversitair centrum, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 1995, wordt opgeheven.

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 26. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203359]

30 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne le maintien en activité au-delà de 65 ans

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2013;

Vu le protocole n° 630 du Comité de secteur n° XVI, établi le 20 décembre 2013;

Vu l'avis n° 55.097/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2014;

Vu l'accord du Ministre des Pensions, donné le 1^{er} avril 2014;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Titre XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il est inséré un article 229bis rédigé comme il suit :

« Art. 229bis. Le maintien en activité au-delà de l'âge de 65 ans peut être autorisé par le secrétaire général sur demande de l'agent. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.